Vernehmlassung zur Totalrevision der Patentverordnung (PatV)

Consultation relative à la révision totale de l'ordonnance sur les brevets (OBI)

Consultazione relativa alla revisione totale dell'ordinanza sui brevetti (OBI)

Formular zur Erfassung der Stellungnahme

Formulaire pour la saisie de la prise de position

Formulario per la raccolta di parere

Organisation / Organisation / Organizzazione	swissuniversities
Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail) Personne de contact en cas de questions (Nom/tél./courriel) Persona di riferimento in caso di domande (Nome/Tel./E-mail)	
Adresse / Adresse / Indirizzo	Effingerstrasse 15, 3001 Berne

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an Rechtsetzung@ipi.ch. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à Rechtsetzung@ipi.ch. Un envoi de **votre prise de position en format Word par courrier électronique** facilitera grandement notre travail. Nous vous en remercions.

Vi invitiamo a inviare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica Rechtsetzung@ipi.ch. Per agevolare la valutazione dei pareri, vi preghiamo di trasmetterci **elettronicamente i vostri commenti in un documento Word**. Grazie per la collaborazione.

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

swissuniversities remercie le Département fédéral de justice et police de lui donner la possibilité de prendre position dans le cadre de la procédure de consultation sur la révision totale de l'ordonnance relative aux brevets d'invention (ordonnance sur les brevets, OBI).

De manière générale, swissuniversities accueille favorablement la révision totale de l'OBI et considère comme une avancée positive – malgré une légère hausse des coûts attendue – les efforts visant à accroître la sécurité juridique et la transparence, ainsi qu'à simplifier la procédure d'octroi des brevets. Le rapprochement avec les normes internationales, notamment le système européen des brevets, facilite l'exploitation internationale des innovations. La possibilité de soumettre des documents techniques en anglais est largement saluée : elle permet de réduire les efforts de traduction, les charges administratives et les erreurs potentielles. swissuniversities voit également la numérisation des processus de manière positive. Les modifications prévues (notamment la facilitation des échanges électroniques, la gestion moderne des données et la réduction d'obstacles formels) contribuent de manière importante à accélérer les procédures, à accroître la transparence et à promouvoir les processus d'innovation. Un système de brevets numérisé permet non seulement de favoriser le transfert de connaissances entre les hautes écoles et l'économie, mais également de renforcer la compétitivité internationale du paysage suisse des hautes écoles.

Toutefois, la révision de la loi sur les brevets d'inventions (loi sur les brevets, LBI) et la révision totale de l'OBI soulèvent certaines préoccupations que swissuniversities tient à mettre en évidence. Bien qu'il soit encourageant de constater qu'il existe désormais en Suisse la possibilité d'enregistrer un brevet entièrement examiné (notamment avec l'introduction d'une recherche obligatoire et d'un rapport sur l'état de la technique pour chaque demande), il est regrettable que le brevet suisse non examiné sur un objet non recherché ne soit plus disponible suite à la révision de la LBI. Ce brevet est très apprécié car il offre une procédure d'octroi rapide à des coûts relativement faibles.

Dans ce qui suit, swissuniversities attire l'attention sur certains articles de l'OBI révisée, en soulignant les points positifs et critiques, ainsi que les aspects qui nécessitent des modifications.

swissuniversities remercie le Département fédéral de justice et police de l'attention portée à sa prise de position et de considérer ses retours et contributions. En cas de questions, Madame Magali Mari (collaboratrice scientifique au Secrétariat Général de swissuniversities) se tient volontiers à disposition.

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln / Remarques par rapport aux différents articles / Osservazioni sui singoli articoli

Artikel Article Articolo	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
PatV / OBI / OBI		
<p>Art. 3, al. 1</p> <p>1 Les documents adressés à l'IPI doivent être rédigés dans une langue officielle suisse. Les pièces techniques initiales peuvent être déposées dans n'importe quelle langue. Lorsqu'elles ne sont pas déposées dans une langue officielle suisse ou en anglais, une traduction doit être produite ultérieurement.</p>		<p>Cette modification est bienvenue.</p>
<p>Art. 43, al. 1</p> <p>1 Les quinze premières revendications formulées dans une demande de brevet sont exemptes de taxes. Une taxe de revendication est due pour chaque revendication supplémentaire.</p>		<p>L'introduction de frais de revendication à partir de la 16e revendications (au lieu de la 11e actuellement) est bienvenue et contribue à maintenir les coûts modérés.</p>
<p>Art. 81, al. 1 & 2</p> <p>1 Lorsque le demandeur n'a pas payé la taxe de dépôt ou la taxe de recherche (art. 30, al. 2), l'IPI l'invite à le faire dans le délai prévu à l'al. 2, à condition de disposer des informations pour le joindre.</p> <p>2 Le demandeur peut payer ces taxes dans le délai d'un mois à compter du dépôt des pièces. Si les pièces ont été</p>	<p>La version en vigueur de l'OBI est jugée préférable à la version révisée.</p>	<p>Il est important de souligner que cette modification raccourcit significativement les délais de paiement des taxes de dépôt. Actuellement, les taxes peuvent être payées jusqu'à 14 mois après le dépôt pour une recherche nationale et jusqu'à 6 mois pour une recherche internationale. Désormais, elles doivent être payées au plus tard 1 mois après le dépôt. Le demandeur doit ainsi supporter dans le mois suivant le dépôt de la demande des frais plus élevés qu'aujourd'hui.</p>

Muster

Artikel Article Articolo	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
déposées en plusieurs parties, le délai court à partir du moment où la première partie a été déposée.		
Art. 87 Une recherche est effectuée pour chaque demande de brevet. Elle sert de base à l'établissement du rapport sur l'état de la technique pertinent.	Les versions en vigueur de la LBI et de l'OBI comportent des avantages qui n'apparaissent plus avec les versions révisées.	Sur le fond, il est encourageant de constater qu'il existe désormais en Suisse la possibilité d'enregistrer un brevet entièrement examiné. En effet, l'introduction d'une recherche obligatoire et d'un rapport sur l'état de la technique pour chaque demande, ainsi que l'option d'un examen complet, sont des améliorations bienvenues. Toutefois, le brevet suisse non examiné sur un objet non recherché disponible aujourd'hui est très apprécié car il offre une procédure de délivrance rapide à des coûts relativement faibles. Un tel droit de propriété intellectuelle enregistré peut également être un atout en tant que valeur patrimoniale pour les statistiques, à des fins fiscales et dans diverses négociations. Cette option devrait donc être maintenue.
Art. 87 Une recherche est effectuée pour chaque demande de brevet. Elle sert de base à l'établissement du rapport sur l'état de la technique pertinent. Art. 88 1 L'IPi établit le rapport sur l'état de la technique en se fondant: a. sur les résultats de la recherche; b. sur les pièces techniques, modifiées le cas échéant en vertu des art. 70 à 83. 2 Lorsqu'une priorité est revendiquée ou corrigée après le début de la recherche, elle n'est pas prise en considération pour l'établissement du rapport sur l'état de la technique.	Les articles 87 et 88 devraient être formulés de manière à autoriser une recherche par l'Office européen des brevets.	La révision de la LBI ne mentionne pas explicitement la possibilité de demander une recherche de type international (suite à la suppression de l'alinéa 5, lettre b, de l'article 59, LBI). Ce type de recherche présente des avantages et devrait être maintenu. Les articles 87 et 88 de l'OBI révisée devraient être formulés de manière à autoriser une recherche par l'Office européen des brevets. À priori, cela n'est pas contraire à l'article 57a de la LBI révisée, qui stipule que l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI) assure l'établissement et la publication d'un rapport. À notre avis, cela n'empêche pas l'IPI de mandater l'OEB pour effectuer une recherche. Si des demandes ultérieures sont envisagées sur la base d'une demande prioritaire suisse, la recherche effectuée par l'OEB (recherche de type international) fournit une bonne indication précoce des perspectives de délivrance des demandes ultérieures, par exemple dans le cadre de la procédure PCT ou devant l'OEB. La qualité de la recherche de l'OEB jouit d'une excellente réputation internationale et est donc pertinente et utile pour déterminer la stratégie de dépôt. De plus, les résultats de la recherche sont reconnus en cas de demande EP ou PCT ultérieure, et les taxes sont remboursées. À l'heure actuelle, il n'est pas encore garanti qu'il en sera de même dans le cas de recherche effectuée par l'IPI et cela risque d'entraîner des coûts plus élevés pour les demandeurs. Dans ce contexte, il est souhaitable de maintenir cette option, au moins temporairement.